

L'Europe paye des équipements militaires à la Turquie pour refouler les réfugiés

24 mars 2018 Par John Hansen (Politiken), Emilie Ekeberg (Danwatch) et Sebnem Arsu (The Black Sea)

Mediapart et l'EIC révèlent que l'argent de l'Union européenne a permis à la Turquie de s'équiper en véhicules blindés afin d'empêcher le passage de réfugiés à sa frontière avec la Syrie. Cette opération pourrait avoir causé de nombreuses victimes parmi les Syriens tentant de fuir la guerre, alors que la prise d'Afrin par l'armée turque va pousser encore des milliers de personnes sur la route de l'exil.

• **Enquête menée par Politiken et Danwatch avec Mediapart et ses partenaires du réseau European Investigative Collaborations (EIC).**— Quand les soldats turcs ont ouvert le feu, Ibrahim Khaled a pris sa mère par la main et s'est mis à courir. Il a entendu le cliquetis des armes à feu, entendu les cris des réfugiés frappés par les balles, et a été projeté à terre. Khaled ne s'est pas retourné. « *J'ai senti que si je m'arrêtais là, je serais tué ou arrêté* », dit-il.



Pendant des heures, Khaled et sa mère ont couru dans la direction que le passeur leur avait indiquée. Ils ont marché à travers des champs d'oliviers, ont rampé sur des pierres jusqu'à atteindre un village turc. De la soixantaine de réfugiés qui avaient quitté le camp près de Darkush, dans la province syrienne d'Idlib, seule une poignée a traversé la frontière. Khaled ne sait pas ce qui est arrivé aux autres. Ils sont probablement morts ou de retour en Syrie, pense-t-il. « *Nous avons eu de la chance.* »

Khaled est assis dans un appartement nouvellement construit en périphérie de Mersin, dans le sud-est de la Turquie, où lui et sa mère ont trouvé refuge après leur fuite à l'automne dernier. Il porte un jean déchiqueté et un pull qu'un voisin lui a donnés. Ses yeux sont fatigués, son front est plissé de rides. Khaled s'est longtemps posé la question de savoir s'il devait parler avec des journalistes des violences à la frontière turco-syrienne. Il a peur que les autorités turques ne se vengent sur lui. Dernièrement, il a accepté de nous accorder une interview à la condition que son nom soit changé. « *Je veux que le monde sache ce qui nous arrive à nous, Syriens* », dit-il.



Des réfugiés syriens qui attendent de passer en Turquie, près de la frontière, le 7 février 2016.
© Reuters

La guerre civile en Syrie entre dans sa huitième année. Plus de 350 000 personnes ont été tuées à ce jour, des millions ont été déplacées. Et bien qu'il n'y ait toujours pas de paix en vue, les pays voisins de la Syrie ont fermé les voies d'échappatoire. Le Liban, la Jordanie et la Turquie, qui accueillent ensemble plus de cinq millions de Syriens, refusent d'accepter davantage de demandeurs d'asile. La Turquie a construit sur sa frontière avec la Syrie un mur de trois mètres de haut et long de plusieurs centaines de kilomètres.

Khaled raconte que des soldats turcs ont ouvert arbitrairement le feu sur des réfugiés. Les détails de son témoignage sont difficiles à vérifier, mais ils sont cohérents et coïncident avec les déclarations de plus d'une douzaine de témoins avec lesquels le *Spiegel* s'est entretenu. L'ONG Human Rights Watch a révélé [des cas similaires début février](#) : des soldats turcs ont forcé des réfugiés à retourner en Syrie et ont tiré de manière indiscriminée, selon l'organisation.

Il y a précisément deux ans, le 18 mars 2016, [l'Union européenne et Ankara concluaient un accord](#) selon lequel les Européens allaient verser 3 milliards d'euros à la Turquie en échange du maintien des réfugiés sur son sol (en attendant un deuxième volet de 3 milliards d'euros). Les dirigeants européens ont prétendu que cet accord avait permis de contenir la « crise des réfugiés ». En réalité, la crise s'est simplement déplacée. À présent, les gens meurent moins fréquemment dans la mer Égée, où le nombre d'embarcations traversant vers la Grèce s'est réduit drastiquement une fois l'accord passé. Mais ils meurent sur la frontière turco-syrienne.

Officiellement, les milliards de l'Europe servent exclusivement à aider la Turquie à gérer les réfugiés sur son sol et à les empêcher d'entrer en Europe. C'est faux. Mediapart et ses partenaires

du réseau European Investigative Collaborations ([EIC](#)) révèlent que l'Union européenne a payé à la Turquie pour 83 millions d'euros de véhicules militaires et d'équipements de surveillance afin de traquer les réfugiés. Y compris à la frontière turco-syrienne, pourtant officiellement ouverte.

Les journalistes de l'EIC se sont plongés dans les centaines de contrats européens. L'un d'entre eux montre que l'Union européenne a financé à 75 % l'achat par la Turquie de 82 véhicules blindés Cobra II, dont le coût total est de 47,5 millions d'euros. Ces engins, équipés de périscopes, peuvent patrouiller le long du mur côté turc tout en localisant les réfugiés approchant de l'autre côté. Produits par Otokar, l'un des plus gros industriels turcs de l'armement, ces véhicules ont été livrés aux forces armées turques au printemps 2017.

Le Cobra II, de l'industriel turc Otokar. 82 de ces véhicules blindés ont été payés par l'UE, qui



prétend pourtant ne pas financer d'équipements militaires à la Turquie. © Otokar

Ils font aujourd'hui partie de l'infrastructure de surveillance de ce qui va devenir bientôt le troisième mur le plus long du monde : 900 km de béton équipés de drones, de caméras thermiques, et de tours de tir télécommandées et automatisées de manière « intelligente ». Des haut-parleurs diffusent des messages, avertissant les gens, en turc et en arabe, de ne pas s'approcher davantage. De l'artillerie lourde ouvre le feu si ces avertissements sont ignorés. Les caméras thermiques sont capables, par temps clair, de repérer trois personnes debout d'une taille de 1,80 m à une distance de dix kilomètres. En d'autres termes, l'équipement financé par l'Union européenne aide à repérer des réfugiés qui essaient de traverser le mur frontalier et risquent d'être touchés par des tirs... et tués.

Lire aussi

- [L'UE face à l'immigration: de l'échec à la renonciation](#) Par [Amélie Poinsot](#)
- [Le plan européen pour éloigner les demandeurs d'asile](#) Par [Carine Fouteau](#)

- [Réfugiés: les Européens passent en force](#) Par [Ludovic Lamant](#) et [Amélie Poinssot](#)
- [Julien Jeandesboz: «Tout ce qui entrave la liberté des migrants entrave aussi la nôtre»](#)
Par [Amélie Poinssot](#)

Le mur construit par Ankara maintient par ailleurs des centaines de milliers de réfugiés syriens coincés dans une zone de guerre. On estime que plus de 200 000 personnes ont été déplacées dans le nord de la Syrie depuis la mi-décembre, et il faut s'attendre à ce que [la prise par l'armée turque](#), ces derniers jours, de la ville kurde d'Afrin provoque de nouveaux flux de réfugiés.

La Turquie assure que la frontière est toujours ouverte pour les demandeurs d'asile, ce qui est contredit par différentes sources turques et syriennes proches de la frontière. L'Institut international pour les études stratégiques (IISS) notait déjà en juin 2017 que la Turquie avait rendu « *pratiquement impossible pour les réfugiés syriens le passage de la frontière légalement* ». « *La Turquie assure que sa politique de la "porte ouverte" est toujours en vigueur, mais dans la réalité, elle est presque fermée* », estimait alors l'institut.

Depuis septembre dernier, 42 civils ont été tués alors qu'ils tentaient de passer de Syrie en Turquie, selon Rami Abdulrahman, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) confirme qu'il est devenu pratiquement impossible de traverser la frontière (excepté pour les personnes gravement blessées ou malades), alors que le nombre de réfugiés fuyant la Syrie est en hausse.

On assiste à une violation des droits humains, selon Thomas Gammeltoft-Hansen, directeur de recherche à l'Institut danois des droits de l'homme et du droit humanitaire Raoul-Wallenberg. « *Si des balles mortelles sont tirées sur des réfugiés essayant de traverser la frontière, c'est une violation pure et simple des droits humains, rappelle-t-il. Si le mur frontalier enlève aux Syriens toute possibilité de demander l'asile, c'est une autre violation du droit international, en particulier du principe de non-refoulement.* »

La fourniture de matériel à la Turquie par l'Union européenne pourrait rendre cette dernière complice de violation des droits humains à la frontière turco-syrienne. « *S'ils savent que l'équipement est utilisé d'une façon qui viole les droits des réfugiés, les membres de l'UE sont par principe complices* », ajoute Thomas Gammeltoft-Hansen.

309 millions d'euros côté français

Interrogée par l'EIC, la Commission européenne nous a répondu que « *l'Union européenne ne fournit pas d'équipements militaires ou létaux à la Turquie* ». Les Cobra II sont pourtant bien des engins militaires. La Commission ajoute que l'accord avec la Turquie prévoit que les véhicules soient « *exclusivement affectés à la surveillance des frontières et que toute modification ou changement d'affectation des équipements requiert l'autorisation écrite de la commission* ».

Sauf que Bruxelles n'a pas les moyens de contrôler ce que fait le régime autoritaire d'Erdogan de ses armes. Plusieurs experts des droits de l'homme craignent d'ailleurs que la Turquie n'utilise cet équipement financé par les fonds européens pour les opérations militaires menées actuellement dans les zones kurdes de Syrie, ou pour la répression visant sa propre population. Des photos de l'invasion par l'armée turque de la province kurde d'Afrin depuis fin janvier montrent que des véhicules Cobra II ont été utilisés. Mais au lieu de périscopes avec des caméras thermosensibles, ils ont été équipés d'armes.

Le caractère problématique des financements européens ne se limite pas à la frontière turco-syrienne. Pour aider la Turquie à surveiller sa portion de frontière terrestre avec la Grèce, l'Union européenne a financé des véhicules militaires plus monstrueux encore que les Cobra II, selon l'enquête de l'EIC.

En mai 2017, Aselsan, une société détenue à 84 % par l'armée turque, a remporté un contrat à hauteur de 30 millions d'euros avec l'Union européenne pour fournir à la Turquie 50 véhicules pour patrouiller à la frontière grecque, dont 20 sont dotés d'un blindage extrêmement épais afin de protéger les véhicules des mines et grenades. Selon les documents européens consultés par l'EIC, ces engins sont des contributions de l'Europe à « *la prévention de l'immigration illégale, du trafic humain, des crimes de passage des frontières* [*« cross-border crimes »*], *et du système des passeurs* ».

L'un des industriels qui a étudié l'appel d'offres s'est retrouvé perplexe devant la disproportion apparente entre l'objectif affiché et les spécifications techniques de ces véhicules, « *clairement exagérées* » pour des engins censés être utilisés à la frontière de la Turquie avec l'Union européenne. Mais l'UE a été ferme : le blindage lourd est absolument requis, dit-elle dans sa réponse, sans en expliquer les raisons. Le monstrueux véhicule militaire turc Hizir, dont 50 exemplaires ont été commandés par l'UE pour traquer les réfugiés à la frontière gréco-turque.



© Katmerciler

On comprend que Bruxelles soit très discret sur la question. Aselsan, qui a remporté l'appel d'offres, ne fournira en réalité que l'équipement électronique. Selon l'enquête de l'EIC, les véhicules sont des Hizir, d'impressionnants engins de guerre (*notre photo ci-dessus*) fabriqués par Katmerciler, un industriel appartenant à un ancien député de l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdogan. Le président turc est un grand fan de l'Hizir, dont il a dévoilé le prototype en novembre 2016 lors d'un salon militaire, six mois avant que l'UE n'en finance 50 exemplaires.

L'appel d'offres de Bruxelles stipulait pourtant que les véhicules devaient avoir été mis sur le marché depuis un an. Ce n'est pourtant pas le cas des Hizir, dont les premiers exemplaires sont récemment sortis de l'usine, et qui sont toujours en cours de test avant leur livraison prochaine à l'armée turque.

Lorsque, en 2016, l'Union européenne a promis à Erdogan 3 milliards d'euros en échange de son accord pour reprendre tous les réfugiés syriens arrivant sur les îles grecques, il était pourtant statué que cet argent serait uniquement utilisé pour aider à l'accueil des plus de 3,5 millions de réfugiés syriens vivant en Turquie.

Or sur ces 3 milliards d'euros qui ont été collectés auprès des États membres de l'UE (la quote-part de la France dans ce programme s'élève à 309 millions d'euros), une partie a été utilisée pour financer six bateaux de patrouille à destination des gardes-côtes turcs. Lesquels, selon plusieurs ONG opérant dans ces zones maritimes, arrêtent agressivement les réfugiés tentant de quitter la Turquie, mettant parfois les embarcations de réfugiés en danger.

« Juste après que l'accord avec la Turquie a été mis en place, il était évident que les gardes-côtes turcs faisaient tout pour arrêter les gens qui traversaient la mer, explique Ruben Neugebauer, porte-parole de Sea-Watch, l'une de ces organisations. Il y a différentes tactiques. Parfois nous voyons des bateaux turcs naviguer autour des canots pneumatiques, provoquant des vagues, les mettant en danger de telle sorte que parfois les réfugiés décident de rentrer par eux-mêmes. Parfois, ils chassent les bateaux et frappent même les gens à coups de bâton afin de les faire repartir. »

En réponse à cette interpellation, les gardes-côtes turcs ont publié une déclaration disant qu'ils étaient mandatés pour arrêter les bateaux de réfugiés avant qu'ils ne pénètrent dans les eaux européennes. Les bâtons, expliquent-ils, sont utilisés pour tenter d'endommager les moteurs et les hélices de façon à attacher les petites embarcations aux plus gros bateaux des gardes-côtes pour les tirer vers les côtes turques.

Entre la Turquie et la Grèce, mars 2016. © Enough is Enough TV

Entre la Turquie et la Grèce, août 2017. © Epoca Libera

Mais ce n'est pas le seul cas d'abus présumé commis à bord de ces bateaux financés par l'argent européen. L'ONG Lighthouse Relief a publié une déclaration commune avec le UNHCR pour exprimer sa préoccupation au sujet d'un incident survenu en novembre dernier, assurant que les gardes-côtes turcs avaient tiré en l'air et dans la mer, ce qui a provoqué le saut dans l'eau de plusieurs réfugiés.

Ces six bateaux de patrouille ont été commandés à un constructeur naval néerlandais, Damen, pour la somme de 18 millions d'euros – une somme qui vient pour partie du fonds danois d'aide au développement. Ils ont été livrés aux gardes-côtes turcs l'année dernière. Le dernier a été livré juste avant Noël. D'après la société navale, ces bateaux peuvent transporter jusqu'à 120 réfugiés et migrants en mer.

Ces fournitures d'équipement pour le contrôle des frontières à la Turquie font partie d'une tendance croissante au sein de l'Union européenne : *« L'UE utilise de plus en plus le principe de la pleine concurrence et externalise le contrôle frontalier à des pays tiers au lieu d'effectuer son propre contrôle, fait valoir le chercheur danois Thomas Gammeltoft-Hansen. Vous financez le contrôle des frontières, mais vous ne voulez pas être là vous-mêmes car vous risquez de mettre en jeu votre responsabilité en termes de droits humains. »* Une stratégie qui rappelle étrangement ce qui se passe aujourd'hui entre l'Italie et la Libye.

Un porte-parole de la Commission européenne a répondu par écrit aux questions de l'EIC en affirmant que l'Union européenne suivait « *attentivement* » la situation à la frontière turco-syrienne et qu'elle était consciente de l'existence de violences à la frontière, « *mais n'a pas été capable d'obtenir de confirmation indépendante par ses sources ou par les autorités turques* ». Sollicités depuis une semaine, l'ambassade turque à Copenhague et le gouvernement turc à Ankara n'ont pas donné suite aux sollicitations de l'EIC.

Mercredi 14 mars, l'Union européenne [a donné son feu vert](#) pour le versement du deuxième volet de l'aide promise à la Turquie. Trois nouveaux milliards d'euros vont être versés à Ankara.

Cette enquête a été réalisée en collaboration avec le réseau de médias d'investigation [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#), dont Mediapart est l'un des membres fondateurs. L'EIC a déjà publié les enquêtes sur les [armes de la terreur](#), les [Football Leaks](#), les [Malta Files](#), les noirs secrets de la [Cour pénale internationale](#), la fortune *offshore* de deux filles de dictateurs ([ici et là](#)), l'énorme affaire de [corruption chez Airbus](#) et [l'évasion fiscale de François-Henri Pinault et du patron de Gucci](#).

Cette nouvelle enquête sur les migrants a été menée par les médias danois *Politiken* et Danwatch avec l'EIC. Le travail d'enquête et d'analyse a été réalisé par John Hansen (*Politiken*), Emilie Ekeberg (Danwatch) et Sebnem Arsu (The Black Sea), avec la participation de Maximilian Popp (*Der Spiegel*), Zeynep Sentek et Craig Shaw (The Black Sea), Francesca Sironi (*L'Espresso*) et Hanneke Chin (*NRC Handelsblad*).

À Mediapart, Amélie Poinssot a traduit, adapté et complété l'enquête (initialement écrite en anglais) pour nos lecteurs.
